

# Les idées économiques ont besoin également de concurrence

Les institutions politiques comme la fiscalité ont besoin de mise en concurrence non de centralisation. C'est une condition de progrès et de croissance.

Pourquoi la révolution industrielle n'a-t-elle pas eu lieu en Chine ? Beaucoup ont tenté d'expliquer cette « grande divergence » entre l'Empire du Milieu et le Vieux Continent. Des différences d'autant plus intrigantes que les Chinois ont été durant un certain temps - pendant le Moyen-Âge - plus riches que les Européens. Le dernier universitaire à nous proposer une explication à ces divergences n'est autre que Joel Mokyr dans un nouvel ouvrage intitulé *A Culture of Growth : The Origins of The Modern Economy* [« Une culture de la croissance : les origines de l'économie moderne », ndlr].

Mokyr met en avant le rôle du marché des idées, un rôle nécessaire au progrès scientifique et technologique. Il impute notamment la fécondité et la compétitivité du marché européen des idées à des facteurs institutionnels, et plus précisément à la fragmentation politique qui caractérise l'Europe depuis la chute de l'Empire romain. Au contraire, la Chine a toujours connu une administration très centralisée. Il était plus difficile pour les penseurs hétérodoxes d'échapper à l'oppression politique. La pression politique qui s'exerçait presque uniformément sur le territoire chinois a donc constitué une véritable entrave au développement de cette civilisation.

Mais en Europe, les souverains n'ont jamais été aussi absolus qu'ils l'auraient souhaité. La fragmentation juridictionnelle du continent soumettait ces derniers à une certaine concurrence. Cette dernière les invitait à la modération sous peine d'assister à la délocalisation des activités productives et à la fuite des intellectuels vers des juridictions plus respectueuses de leurs droits. L'exode des réformés français vers la Suisse après la révocation de l'Edit de Nantes en est un exemple. L'activité scientifique aussi trouvait par cette concurrence le moyen de se protéger des interférences inutiles. Cette concurrence des institutions a été déterminante pour l'épanouissement des grands courants intellectuels et scientifiques qui ont façonné l'Europe jusqu'à la Révolution industrielle.

### La stérilisation par la centralisation

Pourtant, cette concurrence à l'origine du « miracle européen » ne cesse d'être menacée par les pressions centralisatrices exercées par de multiples organisations internationales. Le dynamisme du marché intérieur souffre de la volonté de l'Union européenne et de l'OCDE d'une harmonisation toujours plus poussée des politiques publiques. Quant à l'euro - originellement destiné à être le cheval de Troie du fédéralisme européen - il a malheureusement fini par transformer le secteur bancaire européen en un cartel boiteux. Bien sûr, le monopole monétaire a toujours été vendu comme un moyen de faciliter les échanges en réduisant les coûts de transaction sur le continent.

C'est oublier les méthodes plus efficaces pour intégrer les marchés. Le philosophe Friedrich Hayek évoquait déjà en 1976 la possibilité de favoriser l'intégration économique par la « dénationalisation » des monnaies, c'est-à-dire l'ouverture des systèmes monétaires nationaux à la concurrence des monnaies officielles étrangères.

La concurrence des monnaies est souhaitable

Une concurrence monétaire devait instaurer une plus grande discipline chez les producteurs de monnaie afin de limiter les tentations inflationnistes. Cette proposition avait été relayée en 1989 par le Chancelier britannique de l'Echiquier Nigel Lawson avant d'être rejetée par l'Allemagne et les autres Etats européens, obnubilés par l'institution d'une Banque centrale monopolistique avec les conséquences que l'on connaît sur le système financier européen.

De la même manière que la centralisation a eu raison de la croissance économique chinoise dans le passé, la lourdeur des structures politiques menace aujourd'hui l'Europe de stagnation. La concurrence est le seul remède à cet endormissement. Il s'agit là d'un aiguillon aussi vital pour les entreprises que pour les institutions gouvernementales. La sortie du Royaume-Uni pourra-t-elle raviver la concurrence sur le Vieux Continent ?

Pour plus d'informations et de conseils de ce genre, c'est ici et c'est gratuit